

15. LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE : ENSEIGNEMENT ET FORMATION DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES AUSTRALIENS

Dudley McArdle
Emergency Management Australia

Résumé: En Australie, c'est aux instances nationales et aux instances des États qu'il incombe de gérer les crises. La présente contribution évoque un atelier consacré à « La gestion des situations d'urgence en milieu scolaire » encadré par Emergency Management Australia. Il s'agissait pour cette instance fédérale de voir comment faire bénéficier dans les meilleures conditions l'enseignement public et certains organismes d'un soutien et de ressources dans le domaine éducatif, notamment au niveau de l'enseignement et de la formation. L'atelier a mis en évidence un certain nombre de problèmes et de stratégies à l'échelon national : la gestion de crise, le perfectionnement professionnel, les programmes d'études, la communication peuvent notamment être abordés dans une optique globale.

Contexte

En Australie, l'école est l'un des endroits où les enfants et les jeunes peuvent se sentir le plus en sécurité. Les autorités scolaires ne ménagent aucun effort pour assurer aux élèves un cadre sécurisé et propice à l'étude. « Le Cadre national des établissements scolaires », qui vient d'être publié, dote le secteur scolaire d'une stratégie dont la pratique peut s'inspirer pour améliorer le bien-être des élèves sur le plan physique, social et émotionnel. Le cadre comporte par ailleurs un ensemble d'orientations, assorties des éléments d'information et des méthodes dont les établissements ont essentiellement besoin pour faire en sorte que l'apprentissage se déroule dans un cadre sûr et propice à l'étude.

En vertu de la constitution, les huit gouvernements des États et des Territoires ont à assurer la sécurité des personnes et des biens. Chaque État ou Territoire a donc ses propres services de police, de lutte contre le feu, d'ambulances et d'urgence. De même, chaque État ou Territoire est tenu d'assurer la scolarisation des enfants. Le pouvoir fédéral doit pour sa part aider États et Territoires à développer leurs capacités en ce qui concerne la gestion de crise et l'éducation.

Emergency Management Australia (EMA) est responsable de la gestion de crise à l'échelon fédéral. Cet organisme mène une action d'enseignement et de formation dans son institut de Mt.Macedon, Victoria. La mission d'EMA consiste pour partie à former des gestionnaires de crise et à proposer un forum permettant un échange d'idées sur les bonnes pratiques en matière de gestion de crise, notamment sur les méthodes permettant d'atténuer l'impact des incidents et des catastrophes par le biais d'une formation et d'une préparation.

EMA part du principe que l'école est un point névralgique au sein de la commune et que tout impact sur l'école a des répercussions sur la communauté. L'école est généralement considérée comme un point de rassemblement et un lieu de refuge en cas de catastrophe.

L'atelier sur « La gestion de crise en milieu scolaire »

En septembre 2003, EMA a convié à un atelier sur la gestion de crise en milieu scolaire. Il s'agissait d'un forum de consultation et d'échange d'informations, regroupant des chefs d'établissement et des responsables de la gestion de crise venus de tous les États et Territoires afin d'évoquer les aides et les ressources dont pouvaient disposer les établissements du pays pour faire face à une crise. L'objectif était d'identifier les moyens qui s'offraient à EMA pour prolonger son soutien aux établissements scolaires, compte tenu de ses obligations en matière de gestion de crise. L'atelier souhaitait plus précisément :

- Procéder à un échange d'exemples de bonnes pratiques avec les participants.
- Envisager les applications actuelles et futures de la gestion du risque, conçue comme un instrument permettant d'améliorer la gestion des situations d'urgence en milieu scolaire.
- Obtenir un retour d'information sur la publication de l'ouvrage EMA *Emergency/Disaster Planning for Principals* [Planification en amont de l'urgence ou de la catastrophe à l'intention des chefs d'établissements].
- Examiner les moyens qui s'offraient aux instances fédérales et aux pouvoirs publics des États pour améliorer la gestion de crise en milieu scolaire.

Voici un certain nombre de problèmes soulevés et d'observations formulées lors de cet atelier :

Les axes communs

Les dispositifs de gestion de crise sont certes différents d'un État et d'un Territoire à l'autre, mais il existe à l'échelon national un certain nombre de questions et de stratégies communes.

L'optique globale

Comment les communautés australiennes définissent-elles la *gestion de crise* ? La gestion de crise ne se confond pas avec les services d'urgence (police en uniforme, sapeurs-pompiers, personnel des services d'urgence), ni avec la réaction aux situations d'urgence ou aux crises.

La gestion de crise abordée dans une optique globale comporte quatre phases : *préparation, prévention, réaction et remédiation*. Elle implique toute une gamme de mesures visant à gérer le risque au sein des communautés et de leur cadre naturel. Il s'agit de concevoir et de mettre en oeuvre des plans et des structures et de coordonner l'intervention des instances publiques, des bénévoles et des instances privées pour mieux faire face à la diversité des besoins qui se manifestent en période de crise. La gestion de crise implique une responsabilité collective des pouvoirs publics, des communautés, des services d'urgence et des établissements scolaires. Les communautés scolaires australiennes s'accordent à dire que la gestion de crise en milieu scolaire ne constitue pas un domaine à part et qu'elle doit avoir sa place dans le programme d'études normal et dans la politique de l'éducation. C'est ce qu'on peut observer dans de nombreux établissements où l'optique globale adoptée incite à améliorer le cadre d'apprentissage et à se préoccuper de la santé et du bien-être des élèves et agents, et ce grâce à un certain nombre de mesures, de dispositifs, de pratiques et de partenariats ; et où le dispositif de gestion de crise fait intégralement partie de la vie de la communauté scolaire.

Les responsables de la gestion de crise ont pour mission de mener à bien, avant, pendant et après une situation d'urgence ou une catastrophe, les tâches qui s'imposent pour protéger la communauté des catastrophes naturelles, technologiques ou engendrées par l'homme. Les responsables de la gestion des situations d'urgence sont par définition les forces de police, les sapeurs-pompiers et les services d'urgence de l'État concerné, les médecins, le génie civil du comté, les enseignants, les travailleurs sociaux, les fonctionnaires de la santé publique et les responsables de l'aménagement du territoire.

Gestion du risque

Le fait de voir dans la gestion du risque un instrument permet aux communautés et aux responsables de la gestion des situations d'urgence de ne plus assimiler la catastrophe à un événement fortuit. La perception de la gestion de l'urgence s'en trouve notablement modifiée dans tous les secteurs de la communauté australienne, notamment au sein de la communauté scolaire. Les établissements scolaires ont tous mis en place une formation à la gestion du risque à l'intention de leurs agents ; l'enseignement et la formation jouent un rôle décisif dans la préparation à toutes les situations aléatoires.

Responsabilités

Il existe dans tous les États et Territoires une Direction générale du ministère de l'Éducation chargée de contrôler la gestion du risque en milieu scolaire, de coordonner les actions et d'en garantir la qualité. Ces Directions n'ont pas du tout la même structure. En Nouvelle Galles du sud par exemple, la Direction de la sûreté et de la sécurité comprend trois unités qui adressent des plans d'action à l'ensemble des établissements scolaires de l'État : l'Unité de réaction, l'Unité de la discipline et de l'assiduité et l'Unité de la sécurité.

Perfectionnement professionnel

La plupart des États ont prévu à l'intention des chefs d'établissement récemment nommés des ateliers où sont abordées les méthodes efficaces de gestion de crise. Les responsables de la gestion des situations d'urgence assistent, avec les chefs d'établissement, à des conférences où l'on présente les évolutions, les mesures et les dispositifs de soutien. Dans certains États, les chefs d'établissement, les agents et les cadres des directions ministérielles se voient proposer par les services d'urgence locaux une formation à base de scénarios, appuyée sur les simulateurs et autres équipements de ces agences locales. Il arrive très fréquemment que l'on consacre une journée entière à résoudre des problèmes et à gérer des incidents critiques.

Enseignement dans le cadre du programme d'études

Le dispositif 'Atelier de prévention du crime' est un bon exemple de formation venant s'insérer dans le cursus. Des officiers de police et des enseignants se déplacent dans certains établissements scolaires de Nouvelle Galles du sud pour aborder devant les élèves des problèmes tels que l'usage responsable des espaces publics locaux, le vol ou la consommation de drogue et d'alcool. Cette formation vient d'être évaluée par une agence indépendante. L'évaluation montre qu'avant cet atelier les élèves avaient une attitude ambiguë vis-à-vis des comportements répréhensibles. L'enquête réalisée après l'atelier montre que, même confrontés aux pressions de leurs pairs, 70% des élèves interrogés refusent désormais ce type de déviance.

En intégrant dans les matières obligatoires comme les mathématiques ou les sciences de l'homme un cours consacré aux catastrophes, on se donne les moyens d'attirer l'attention des élèves et des enseignants sur les secteurs du site scolaire ou des alentours susceptibles d'être le théâtre d'incidents. Le site Internet d'EMA (www.ema.gov.au) renvoie à un certain nombre de sites proposant le matériel pédagogique correspondant.

Collaboration

Les plans adoptés par les établissements prévoient fréquemment une collaboration des élèves, des agents, des parents, des familles, des agents des services d'urgence et de l'ensemble de la communauté. Il s'agit là d'une méthode efficace qui renforce le sentiment d'appartenance à la collectivité, facteur essentiel pour atténuer l'impact des situations d'urgence. On relève dans les États plusieurs stratégies visant à

faciliter la consultation : on associe par exemple les élèves aux travaux de la commission chargée de la planification en amont de la crise ou bien l'on organise périodiquement des réunions entre la hiérarchie policière, les sapeurs-pompiers, les responsables des services d'urgence, les chefs d'établissement et les responsables ministériels.

Les établissements et les responsables ministériels sont dans la plupart des cas en contact avec les instances assurant les services d'urgence. Il est souvent organisé à l'intention des écoles des actions telles que la Journée de la voiture de pompiers, le stage de préparation aux feux de brousse ou la formation des élèves officiers des services d'urgence. Les responsables ministériels reçoivent et donnent des avis sur les formations et les activités.

Planification

Dans toute activité touchant à la gestion des situations d'urgence, le processus de planification compte tout autant que le résultat final. La mise en oeuvre du plan – qui ne saurait se limiter à de simples exercices d'évacuation dans la perspective d'un incendie – vient étayer le processus. De nombreux établissements ont renoncé aux méthodes de planification et aux pratiques qu'ils utilisaient traditionnellement pour faire face à l'éventualité d'une catastrophe naturelle, incendie, tempête ou séisme notamment. Ils admettent aujourd'hui la nécessité d'une planification et d'une pratique appuyées sur une pluralité de scénarios prévoyant aussi les incidents mineurs. Un entraînement régulier garantit le succès des mesures prises et permet de s'assurer que toutes les personnes concernées connaissent bien les procédures, ou le cadre dans lequel peut éventuellement se déclarer une urgence. Par ailleurs, cet entraînement rassure les élèves et leur donne le sentiment d'être soutenus.

Culture

L'Australie est un pays à cultures multiples. Les formations à la gestion des situations d'urgence proposées aux établissements scolaires prennent donc en compte le cadre de vie et de travail de la région ou de la commune. Elles respectent, après les avoir identifiés, les besoins et les priorités des collectivités locales, ainsi que leur système de valeurs environnemental et culturel. Au sein d'une collectivité comme la société australienne, les enfants ne sont généralement pas exposés à des événements aussi traumatisants que des coups de feu tirés d'une voiture qui passe. Et pourtant, les écoles juives et musulmanes font souvent appel à des vigiles. Pour certains immigrants, la vue d'un représentant de l'autorité en uniforme est susceptible de faire ressurgir des souvenirs pénibles et d'engendrer des réactions négatives. Les formations doivent en tenir compte.

Communication et diffusion

La communication et la diffusion jouent un rôle essentiel dans la mise en oeuvre des plans de sécurité en milieu scolaire. Les établissements affichent souvent leur plan d'urgence sur leur site Internet ou Intranet ; certains l'utilisent en écran de veille ou en fonds d'écran.

Il est prévu des réunions régulières avec l'ensemble des acteurs pour s'assurer que l'information est partagée et que les décisions sont prises en concertation. Pour diffuser les messages de sécurité à l'intention de l'école et de la communauté, on fait aussi appel à des moyens traditionnels, mais efficaces, tels que l'affichage sur les panneaux de l'école, la lettre d'information distribuée dans les foyers ou les annonces lors des assemblées générales. La participation du personnel des services d'urgence garantit là encore la crédibilité du processus et l'engagement de l'ensemble des acteurs. Lettres et bulletins d'information circulent dans les établissements, dans les ministères et dans les services d'urgence.

Conclusion

La présente contribution a présenté un certain nombre d'actions menées dans les établissements scolaires australiens soucieux de renforcer leurs capacités de réaction face à une urgence. La gestion des situations d'urgence mobilise l'ensemble de la communauté scolaire. Les actions prévues sont donc très diverses et conçues pour couvrir le large éventail d'écoles et de communautés que l'on trouve en Australie. Il a été mis en place dans chaque État ou Territoire un solide dispositif de coordination, mais on constate des différences importantes d'une école ou d'une région à l'autre. Les mesures prises récemment en vue de coordonner les différentes méthodes laissent bien augurer de l'effort consenti pour atteindre l'objectif ultime, qui est de garantir à nos enfants un environnement sûr.